

Stratégies des firmes et résultats du commerce extérieur français

Kamal Abd-El-Rahman*

De nombreuses explications sont aujourd'hui avancées pour cerner les origines de la dégradation récente du commerce extérieur français. L'analyse proposée ici consiste à s'interroger sur l'incidence des stratégies adoptées par les entreprises sur le creusement du déficit. La restructuration que l'industrie manufacturière a opérée de 1984 à 1987 a coïncidé en effet avec le choix de la priorité donnée au redressement des marges, sur la conquête de nouvelles parts de marché. Grâce à cette amélioration dont a bénéficié l'ensemble de l'industrie, celle-ci a pu à partir de 1987-1988, opter pour une stratégie de croissance et reprendre ses investissements de capacité. La détérioration des échanges de 1985 à 1987 correspond ainsi à l'effort de modernisation menée à bien par le secteur industriel. Par contre, sa poursuite à partir de 1988 soulève des questions inquiétantes quant aux contraintes d'offre qui pèsent sur l'appareil productif français qui, pour l'instant, n'a pas été en mesure de répondre à l'accroissement de la demande tant nationale qu'étrangère.

Depuis l'année 1985, l'industrie française nous renvoie deux images a priori assez contrastées : la détérioration des résultats des échanges extérieurs coïncide paradoxalement avec une nette amélioration de la situation des entreprises.

En 1985, les données trimestrielles du commerce extérieur font état d'une forte baisse de l'excédent de biens manufacturés (hors énergie et armement). Celui-ci s'établit, au prix de l'année 1980, à 35,9 milliards de francs, en baisse de 18,5 milliards par rapport à l'année 1984. C'est en 1986 que la balance commerciale de produits manufacturés accuse une véritable chute : on voit apparaître, pour la

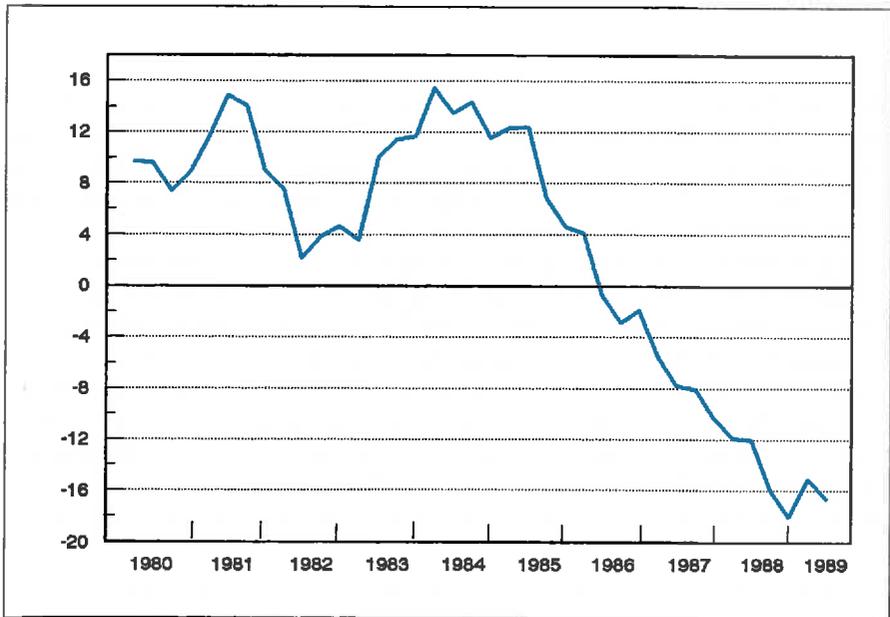
** Kamal Abd-El-Rahman est professeur à l'Université de Limoges et conseiller scientifique au CEPPI. Ce travail a bénéficié d'un soutien financier du ministère de l'Industrie et des conseils de M. Guy Crespy, conseiller technique au Cabinet du ministre de l'Industrie. L'auteur tient à remercier J.M. Charpin pour ses critiques et suggestions et reste seul responsable des erreurs éventuelles.*

première fois depuis 1968, un déficit qui s'élève (au prix de 1980) à 1,4 milliard de francs. Le phénomène s'accroît en 1987 avec l'enregistrement d'un déficit équivalent à 31,8 milliards de francs (prix de 1980). En 1988, le déficit s'est élevé à 58 milliards et l'année 1989 s'achève avec un déficit de 66 milliards de francs au prix de l'année 1980 (voir graphique 1).

GRAPHIQUE 1

Evolution du solde extérieur français de produits manufacturés

En milliards de francs constants de 1980



Source : Comptes Trimestriels, INSEE

Parallèlement, les résultats de l'enquête annuelle d'entreprises de l'année 1988, publiés par le Service des statistiques industrielles du ministère de l'Industrie, montrent des évolutions tout à fait favorables. Le chiffre d'affaires par employé est en augmentation de 11,2 % en valeur (7,7 % en volume). Les investissements sont en croissance de 10,4 % en valeur (7,5 % en volume). Le résultat net comptable atteint un chiffre record de 88 milliards de francs (3,5 % du chiffre d'affaires) en net progrès par rapport à l'année 1987 où le même ratio s'établissait à 2,3 %.

L'évolution récente de l'industrie manufacturière

Le tableau 1 présente l'évolution de quelques paramètres de performance concernant l'industrie manufacturière en France.

TABLEAU 1

Indicateurs de performance de l'industrie manufacturière * en France (1984-1988)

	1984	1985	1986	1987	1988
Productivité (1)					
— en valeur	192	210	229	249	277
— au prix de la valeur ajoutée de l'année 1984	192	196	198	207	223
Gain annuel de productivité en volume (%)		2,1	1,0	4,5	7,7
Effectif employé (en milliers)	3 622	3 493	3 360	3 253	3 182
Perte annuelle d'emplois (%)		3,6	3,8	3,2	2,2
Taux de marge (2)	20,5	21,6	23,4	25,8	30,0
Taux d'investissement (3)	11,2	12,5	12,5	13,0	13,3
Performance financière (4)	6,5	9,6	12,2	16,0	21,9
Part des salaires dans le chiffre d'affaires HT	26,2	25,5	25,3	24,7	22,9

* Hors énergie.

(1) Valeur ajoutée HT, en milliers de francs par employé.

(2) (Excédent brut d'exploitation/VAHT) × 100

(3) (Investissements totaux/VAHT) × 100.

(4) ((EBE-Charges financières)/VAHT) × 100.

Source : Données et calculs à partir des statistiques du SÉSSI, entreprises de 20 personnes et plus.

Sur la période 1984-1988, la croissance de la productivité apparente du travail par tête est de 16,1 % en volume. Elle est largement supérieure à la baisse de l'effectif sur la même période, qui s'établit à 12,1 %. En fin de période, les gains annuels de productivité sont particulièrement importants et les pertes d'emploi sont en net ralentissement.

Le regain du profit est incontestable dans l'industrie manufacturière en France. Le taux de marge, égal à 20,5 en 1984, monte à 30 en 1988. Ceci a favorisé l'amélioration de la structure de bilan des entreprises durant cette période. Deux groupes de facteurs se conjuguent pour expliquer ce résultat.

Le premier groupe se rapporte aux facteurs concernant les conditions de l'environnement au sein duquel les entreprises opèrent. Il s'agit essentiellement de la politique gouvernementale de maîtrise salariale et de la modération des coûts des consommations intermédiaires consécutive au contre-choc pétrolier de 1986.

Les statistiques du tableau 2 montrent un net ralentissement des coûts salariaux dans la production manufacturière. L'augmentation annuelle du salaire horaire moyen (de 8,5 % en 1984) n'est que de 5 % en 1987. Elle passe à 3,5 % en 1988. Ce ralentissement des salaires horaires est encore plus significatif étant donné les forts gains de productivité réalisés sur la même période. De l'autre côté, la hausse annuelle de prix des consommations intermédiaires (de 9,5 % en 1984) n'est que de

1 % en 1987. L'effet du contre-choc pétrolier en 1986 (chute brutale du prix du baril du brut importé de 28 dollars environ en 1985 à près de 10 dollars au milieu de l'année 1986) amplifié par la baisse du cours du dollar, qui passe, en moyenne annuelle, de 8,98 F en 1985 à 6,01 F en 1987, a été largement à l'origine de cette modération des coûts d'approvisionnement pour les entreprises. Les résultats de l'ensemble de ces facteurs sont très perceptibles au niveau de l'évolution des coûts unitaires de fabrication. Le tableau 2 montre que les coûts d'exploitation par unité produite, en augmentation de 9,1 % en 1984, n'augmentent que de 2 % en 1987 et en 1988.

TABLEAU 2

Evolution des coûts des produits manufacturés

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Salaires horaires	8,5 %	7,3 %	5,3 %	5,0 %	3,5 %	4,1 %
Prix des consommations intermédiaires	9,5 %	4,6 %	- 2,3 %	1,0 %	3,2 %	5,2 %
Coûts unitaires d'exploitation (HPO)	9,1 %	4,7 %	- 0,7 %	2,0 %	2,0 %	4,3 %

Source : Calcul à partir des données des Comptes trimestriels, INSEE.

Un deuxième groupe de facteurs se rapporte à des choix stratégiques définis par les entreprises. Le graphique 2, qui présente l'évolution des coûts unitaires d'exploitation (hors prélèvement obligatoire) et des prix à la production, laisse apparaître, sur la période 1984-1988, une augmentation des prix constamment supérieure à la croissance des coûts.

Cette hausse de prix peut être interprétée comme le reflet des priorités accordées par les entreprises à l'accroissement de leur marge. Ce choix stratégique de la part des firmes correspond à une rationalité économique qui peut avoir comme origine la situation, plus que critique, dans laquelle se trouvaient les entreprises au début des années 80 (fort endettement, faibles profits, etc.).

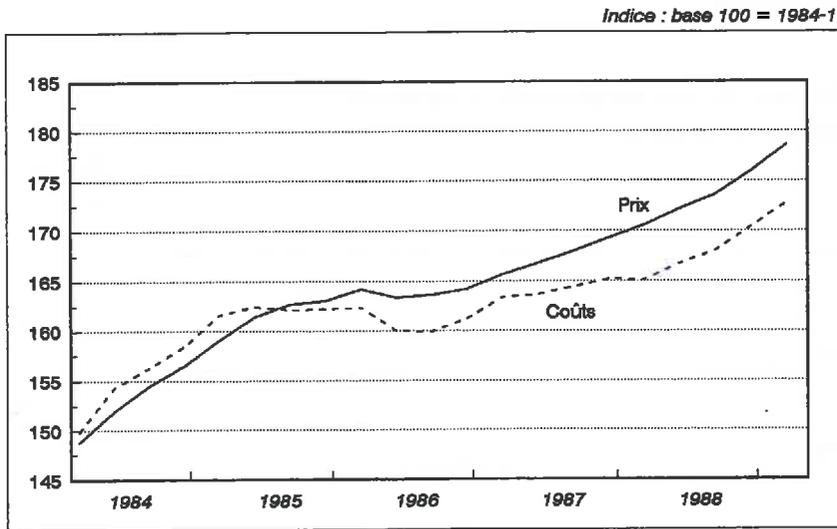
Pour les années 1985, 1986 et 1987, les prix à l'exportation, en monnaie nationale, s'accroissent moins vite que les prix sur le marché intérieur. Pour une variation annuelle des prix de 5,6, 1,4 et 2,1 % sur le marché intérieur, la croissance des prix à l'exportation est de 5,2, -2 et 0,6 % durant ces trois années¹. Cette tendance s'estompe en 1988 où la hausse des prix à l'exportation (3,9 %) est légèrement supérieure à la hausse des prix sur le marché intérieur (3,3 %). Ces évolutions tendent à montrer que, pendant la période 1984-1987, l'augmentation du taux de marge se réalisait davantage sur le marché domestique.

1. Bien que le rapport entre les fluctuations de changes et la variation du prix à l'exportation soit complexe, la comparaison entre les variations annuelles du taux de change effectif nominal du franc (sans changement en 1985, +4,6 % en 1986, +1,8 % en 1987 et -3,1 % en 1988) laisse apparaître une tendance à la hausse des prix à l'exportation, indépendamment des fluctuations de change.

Ce rapide survol de l'évolution des déterminants du taux de marge dans la production manufacturière suggère que la progression soutenue de celui-ci, à partir de l'année 1985, est due, à la fois, à des évolutions favorables des conditions de l'environnement de production (maîtrise des coûts salariaux et modération des coûts d'approvisionnement) et au comportement stratégique des firmes qui ont fait du « retour au profit », pendant cette période, un objectif prioritaire.

GRAPHIQUE 2

Evolution des prix à la production et des coûts unitaires d'exploitation (HPO) dans le secteur des produits manufacturés



Source : Comptes Trimestriels, INSEE

L'amélioration de la situation financière des entreprises constitue un fait marquant au cours de la période étudiée. L'indice de la performance financière enregistre une très forte remontée. Sa valeur (tableau 1) passe de 6,5 en 1984 à 21,9 en 1988. Le total des charges financières montre une forte diminution sur la même période : de 97,1 milliards de francs (courants) en 1984 à 71,7 milliards en 1988. En pourcentage de la valeur ajoutée hors taxe, la capacité d'autofinancement, de l'ordre de 8 % en 1984, atteint 18,8 % en 1988.

Le taux d'investissement par rapport à la valeur ajoutée hors taxe passe de 11,2 % en 1984 à 12,5 % en 1985, soit une augmentation de 1,3 point (tableau 1). Après une stagnation en 1986, la reprise des investissements réapparaît en 1987 et se confirme en 1988.

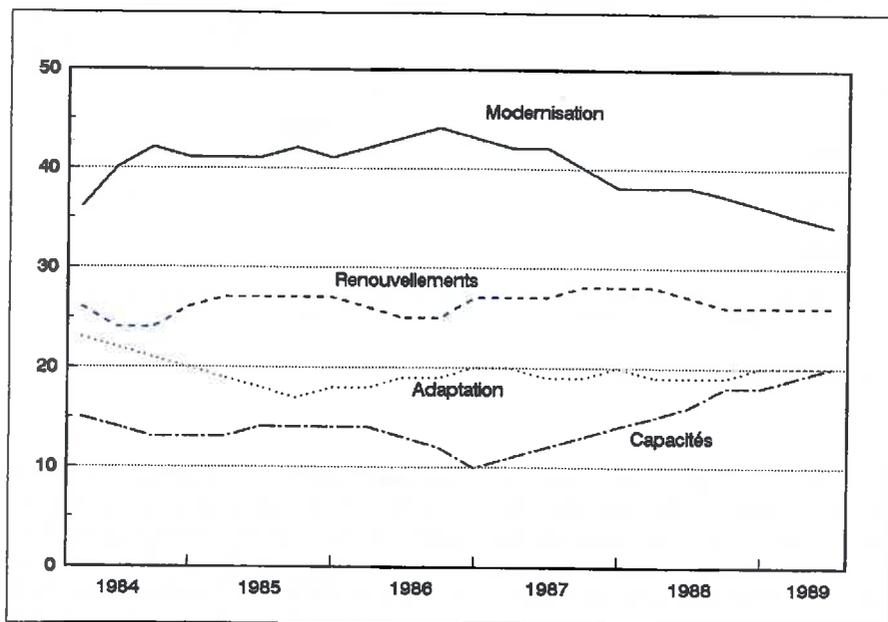
L'appréciation de la situation des investissements dans l'industrie manufacturière nécessite la prise en compte de leur destination et de leur répartition entre les différents usages.

L'enquête sur les investissements dans l'industrie, publiée par l'INSEE en juin 1989, étudie l'évolution de la répartition des investissements industriels entre : le renouvellement des équipements, l'accroissement de la capacité de production, l'adaptation à de nouvelles fabrications et la modernisation pour l'abaissement des coûts et pour l'amélioration de la productivité. Le résultat obtenu par l'INSEE est présenté dans le graphique 3.

GRAPHIQUE 3

**Décomposition des investissements industriels
selon leur destination**

En % du total



Source : Enquête sur les investissements dans l'industrie, INSEE, juin 1989

Il apparaît d'après ce graphique, qu'en matière d'investissements, les périodes avant et après 1987 sont fortement contrastées. Jusqu'à la fin de l'année 1986, on constate une augmentation de la part des investissements destinée à l'abaissement des coûts et à l'amélioration de la productivité. Cette part, d'environ 34 % au début de 1984, atteint 43 % fin 1986. En même temps, la part destinée à l'accroissement des capacités est en baisse. Elle passe de 15 % à 10 % sur la même période. Il semble donc que, pendant cette période, l'objectif recherché par les industriels en matière d'investissements était essentiellement, non pas le développement de nouvelles capacités, mais plutôt la recherche de gains de productivité à travers la substitution du travail par le capital. Le tableau 1 confirme ce constat. L'intensité capitalistique dans l'industrie manufacturière augmente durant cette période. La part des dépenses salariales dans le chiffre d'affaires HT montre une nette tendance à la baisse. Elle passe de 26,2 en 1984 à 22,9 en 1988.

L'année 1987 marque le début du renversement de cette tendance. La part, dans le total des investissements, consacrée à la modernisation est en baisse. Elle passe de 42 % au premier trimestre 1987 à 34 % au deuxième trimestre 1989. En même temps, la part destinée à l'accroissement des capacités, de l'ordre de 10 % au début de l'année 1987, s'élève à 20 % au milieu de l'année 1989. L'augmentation des capacités de production réapparaît donc comme motif des investissements. Un dynamisme qui s'est amorcé en 1987 et a pris de l'ampleur depuis.

Ce processus de redressement paraît constituer un phénomène qui se généralise à l'ensemble de l'industrie. Il n'est pas le fruit de tel ou tel groupe d'entreprises à l'exclusion des autres. Les valeurs du premier quartile, de la médiane, du troisième quartile et du dernier décile ont été relevées pour la distribution annuelle, au niveau de l'entreprise, pour chacun des paramètres de performance étudiés précédemment. Le but est ici de contrôler si les tendances positives sont effectives à tous les niveaux de la distribution ou s'il existe, à tel ou tel niveau, des tendances contraires.

Concernant la productivité, sa croissance se confirme à tous les niveaux. Entre 1984 et 1987, la valeur du premier quartile passe de 120 à 147, celle de la médiane de 151 à 187, celle du troisième quartile de 192 à 238 et celle du dernier décile de 243 à 310 (en milliers de francs courants par employé par an).

Quant au taux de marge, on constate une augmentation de 1,5 point pour la première valeur, de 1,6 pour la deuxième, de 2,7 pour la troisième et de 3,5 points pour la quatrième entre 1984 et 1987.

Pour la performance financière, des améliorations de 1,8 point, de 2,6 points, de 4,2 points et de 4,7 points sont enregistrées pour les quatre valeurs considérées entre 1984 et 1987.

Le comportement individuel des firmes : ses conséquences pour les échanges

Le choix, par l'entreprise, des objectifs prioritaires à atteindre dans le court et moyen terme n'est pas sans rapport avec la situation économique et financière dans laquelle elle se trouve². Notre objectif dans cette partie est de différencier les entreprises selon leur situation de départ, et d'essayer de suivre leur comportement dans le temps, afin de mettre en rapport leurs choix stratégiques avec l'état dans lequel elles se trouvaient au début de la période.

Comportement de marge contre comportement de croissance : le rôle de la situation de départ

Les entreprises ont été classées en cinq groupes selon le niveau de leur taux de marge en 1984 (année de départ). Les valeurs utilisées dans le classement correspondent à celles du premier quartile, de la médiane, du troisième quartile et du dernier décile de la distribution globale des taux de marge en 1984. Dans chaque groupe, nous n'avons retenu que les entreprises qui ont réussi à se maintenir jusqu'à la fin de la période. L'évolution des paramètres de performance relatifs à chaque groupe est présentée dans le tableau 3.

De manière schématique, le comportement des firmes peut se rapprocher de l'une ou de l'autre des deux stratégies suivantes : dans la première (de marge) la priorité est accordée aux objectifs de retour au profit, au désendettement et à la recherche de gains de productivité par la réduction de l'effectif employé ; les objectifs de croissance et de gain des parts de marché se voient accorder une moindre importance.

Le premier groupe (tableau 3) est un exemple type de cette stratégie. Partant d'une situation assez critique en 1984 avec un niveau de profit très bas (taux de marge -9,3), ces entreprises semblent avoir établi leurs stratégies en accordant la priorité au retour au profit. Le taux de marge passe à -0,9 en 1985, à 10,1 en 1986 et à 16,0 en 1987. Le désendettement paraît aussi être l'un de leurs objectifs prioritaires au cours de cette période. L'indice de la performance financière passe de -26,1 en 1984 à -19,5 ; -6,6 et à 2,1 en 1985, 1986 et 1987 respectivement. La recherche de productivité (140 en 1984, 217 en 1987) coïncide avec une forte réduction d'effectifs et une diminution importante de la part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires. Les objectifs de croissance semblent être délaissés avec la baisse du taux d'investissement de 12,5 en 1984 à 10,4 en 1985 et à 8,9 en 1986. L'année 1987 montre une amélioration de ce taux qui passe à 10,2.

2. De même que son insertion dans le commerce international, comme l'ont montré Abd-El-Rahman et Charpin (1989).

TABLEAU 3

Evolution des paramètres économiques des entreprises selon leur situation de départ en 1984

1) ENTREPRISES AYANT, EN 1984, UN TAUX DE MARGE INFÉRIEUR AU PREMIER QUARTILE DE LA DISTRIBUTION (3 499 ENTREPRISES)

	1984	1985	1986	1987
Taux de marge	- 9,3	- 0,9	10,1	16,0
Performance financière	-26,1	-19,5	-6,6	2,1
Taux d'investissement	12,5	10,4	8,9	10,2
Productivité	140,0	161,0	192,0	217,0
Effectif (indices)	100,0	94,0	88,0	84,0
Frais de personnel/chiffre d'affaires	0,31	0,29	0,27	0,26

2) ENTREPRISES AYANT, EN 1984, UN TAUX DE MARGE COMPRIS ENTRE LE PREMIER QUARTILE ET LA MÉDIANE (4 243 ENTREPRISES)

	1984	1985	1986	1987
Taux de marge	11,3	12,6	14,8	18,4
Performance financière	1,6	2,7	6,5	10,8
Taux d'investissement	7,9	9,0	9,1	9,6
Productivité	161,0	176,0	191,0	212,0
Effectif (indices)	100,0	97,0	93,0	93,0
Frais de personnel/chiffre d'affaires	0,33	0,32	0,31	0,30

3) ENTREPRISES AYANT, EN 1984, UN TAUX DE MARGE COMPRIS ENTRE LA MÉDIANE ET LE TROISIÈME QUARTILE (4 472 ENTREPRISES)

	1984	1985	1986	1987
Taux de marge	19,5	19,0	19,7	19,9
Performance financière	10,7	10,4	11,6	12,4
Taux d'investissement	9,0	9,7	10,9	11,6
Productivité	178,0	185,0	206,0	218,0
Effectif (indices)	100,0	103,0	98,0	96,0
Frais de personnel/chiffre d'affaires	0,31	0,30	0,30	0,30

4) ENTREPRISES AYANT, EN 1984, UN TAUX DE MARGE COMPRIS ENTRE LE TROISIÈME QUARTILE ET LE DERNIER DÉCILE (2 799 ENTREPRISES)

	1984	1985	1986	1987
Taux de marge	29,1	28,2	28,6	31,7
Performance financière	16,9	17,6	17,9	22,9
Taux d'investissement	11,1	13,1	14,0	14,2
Productivité	216,0	229,0	246,0	270,0
Effectif (indices)	100,0	98,0	97,0	96,0
Frais de personnel/chiffre d'affaires	0,23	0,22	0,23	0,22

5) ENTREPRISES AYANT, EN 1984, UN TAUX DE MARGE SUPÉRIEUR À LA VALEUR DU DERNIER DÉCILE (1 777 ENTREPRISES)

Taux de marge =
EBE/VAHT.
Performance financière =
((EBE - Total des charges
financières)/VAHT) × 100.
Taux d'investissement =
(Investissements totaux/
VAHT) × 100.
Productivité = VAHT/Ef-
fectif.

	1984	1985	1986	1987
Taux de marge	46,3	43,5	40,5	38,7
Performance financière	33,5	30,8	28,6	25,1
Taux d'investissement	9,2	10,7	10,7	11,3
Productivité	301,0	311,0	317,0	326,0
Effectif (indices)	100,0	102,0	103,0	103,0
Frais de personnel/chiffre d'affaires	0,18	0,19	0,19	0,19

Le deuxième groupe semble avoir adopté le même type de stratégies : augmentation de taux de marge et une nette tendance au désendettement. La stabilité du taux d'investissement au cours de la période doit être nuancée, compte tenu de la diminution de la part des frais du personnel dans le chiffre d'affaires, ce qui laisse croire à une substitution capital/travail. La baisse des effectifs est également prononcée dans ce groupe.

Dans une deuxième stratégie (de croissance) les objectifs prioritaires de l'entreprise sont différents. C'est le cinquième groupe d'entreprises, celles qui partaient au début de la période avec les taux de profit les plus élevés, qui donne l'exemple de ce type de stratégies. Les objectifs définis par les entreprises sont des objectifs de croissance : augmentation du taux d'investissement, de l'effectif, avec le maintien de la part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires. Ce qui tend à montrer qu'il s'agit d'investissements de capacité. La baisse du taux de marge coïncide avec cette stratégie de croissance. La diminution de la valeur de l'indice de la performance financière peut s'interpréter par les efforts d'investissements déployés par les firmes.

Les conséquences sur les échanges

L'analyse précédente donne de l'industrie manufacturière française l'image d'une industrie en redressement. Comment peuvent donc se situer, dans ce cadre, les mauvais résultats des échanges extérieurs de produits manufacturés ?

Un premier système explicatif met en cause la nature de la spécialisation sectorielle et géographique de l'industrie française. Les récents travaux de Lafay et alii (1989) donnent des éclairages suffisants dans ce domaine.

Sans remettre en cause ces déterminants fondamentaux de la performance extérieure, l'analyse présente soutient que la dégradation de la balance extérieure de produits manufacturés est aussi une conséquence de la phase de reconstruction qu'a traversée l'industrie au cours des années 1985, 1986 et 1987.

Depuis 1985, l'industrie française de biens manufacturés est entrée dans une phase de reconstruction interne et de modernisation. Ce processus a été dicté d'une part, par les mutations technologiques et l'évolution des conditions de la concurrence à l'échelle internationale, et d'autre part, par la situation critique dans laquelle se trouvaient la plupart des entreprises industrielles au début des années 80.

En effet, le déploiement d'efforts pour atteindre des objectifs de désendettement, de regain de profits et d'accroissement de productivité était nécessaire pour la plupart des entrepreneurs industriels en France. Partant au début des années 1980 de situations de faibles profits, d'endettement élevé et de ralentissement de la productivité, les entreprises, à des rythmes variés, ont privilégié à partir de 1985 une stratégie de marge à une stratégie de croissance.

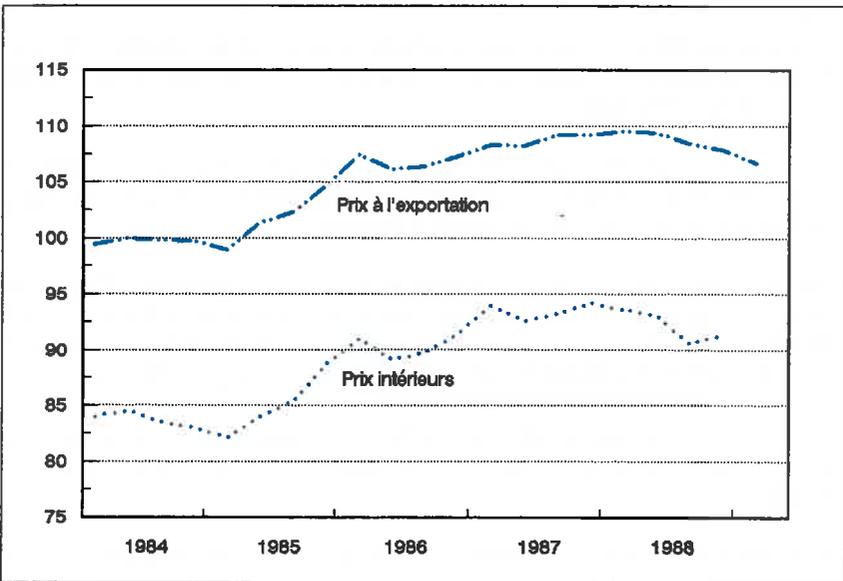
L'application de cette stratégie, durant les années 1985, 1986 et 1987, a conduit à la réalisation des objectifs recherchés en matière de profit, de désendettement et de croissance de productivité. Mais cette même stratégie, qui nécessite, par définition, le maintien des prix de vente à des niveaux relativement hauts, a aussi conduit à des faibles performances à l'exportation et à l'accroissement de la pénétration sur le marché domestique par les importations.

Le graphique 4, qui retrace l'évolution des prix relatifs français à l'exportation et sur le marché intérieur pour les produits manufacturés, montre que les prix français ont augmenté plus vite que les prix étrangers entre 1985 et 1987.

GRAPHIQUE 4

Evolution des prix relatifs français des produits manufacturés à l'exportation et sur le marché domestique

Indice : base 100 = 1980-1



Source : calculs à partir des Comptes Trimestriels, INSEE

Les mauvais résultats du commerce extérieur de produits manufacturés observés au cours de la période 1985-1987 ne semblent donc pas incompatibles avec le redressement et la reprise industrielle au cours de ces années. Au contraire, les deux évolutions paraissent parfaitement reliées.

Les déficits des deux dernières années, 1988 et 1989, s'expliquent tout à fait différemment.

Ayant amorti fin 1987 une phase de trois années de reconstruction, et compte tenu des perspectives offertes par la réalisation du Grand Marché européen, les industriels s'orientent progressivement à partir de l'année 1988 vers des objectifs de croissance et de conquête de parts de marché.

Les signes sont nombreux : d'importants efforts d'investissements destinés à la croissance des capacités de production sont déployés à partir de 1988 ; l'emploi industriel cesse pratiquement de régresser cette année-là. Certaines activités procèdent même, selon le rapport sur les comptes de la Nation, à des embauches ; une tendance à la baisse des prix relatifs se manifeste à l'exportation et sur le marché domestique en 1988 (graphique 4). Enfin le signe le plus important, peut-être, c'est qu'en 1988, les exportations françaises de produits manufacturés ont vraiment décollé (graphique 5). Au prix de 1980, elles atteignent 478,4 milliards de francs en 1988, en croissance de 7,4 % par rapport à l'année 1987. Les résultats, en matière d'exportations, obtenus au cours de l'année 1989 sont encore plus encourageants. Les exportations de produits manufacturés sont en augmentation de 10,9 % (au prix de 1980) par rapport à l'année 1988.

Le redémarrage des exportations manufacturières est donc effectif. L'apparition des déficits extérieurs ne peut donc nullement être attribuée à une mauvaise performance à l'exportation.

C'est plutôt du côté des importations que ces déficits trouvent leur origine. Au prix de 1980, la progression des importations françaises de produits manufacturés s'est élevée en 1988 à 12,4 % par rapport à l'année 1987.

Un regard plus attentif sur la composition de cette poussée d'importations (graphique 6) montre qu'il s'agit essentiellement de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnels. Ceci correspond aux efforts d'investissements déployés par les industriels français, ainsi qu'au redémarrage de l'activité.

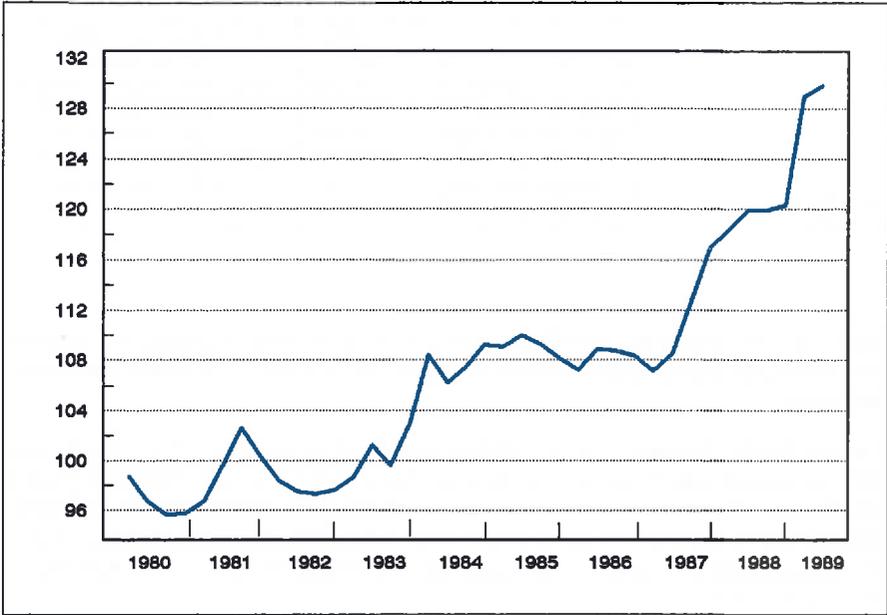
On ne peut pas, à cet égard, s'empêcher de s'interroger sur la capacité de l'appareil productif national à suivre et à répondre à une telle progression du côté de la demande.

L'observation des données du tableau 4, contenant des informations sur l'évolution de la production et de la demande intérieure et extérieure adressée à la France dans le champ des biens manufacturés, laisse apparaître une rigidité de l'offre française face à la croissance de la demande interne et externe.

GRAPHIQUE 5

Evolution des exportations françaises de produits manufacturés

En milliards de francs constants de 1980

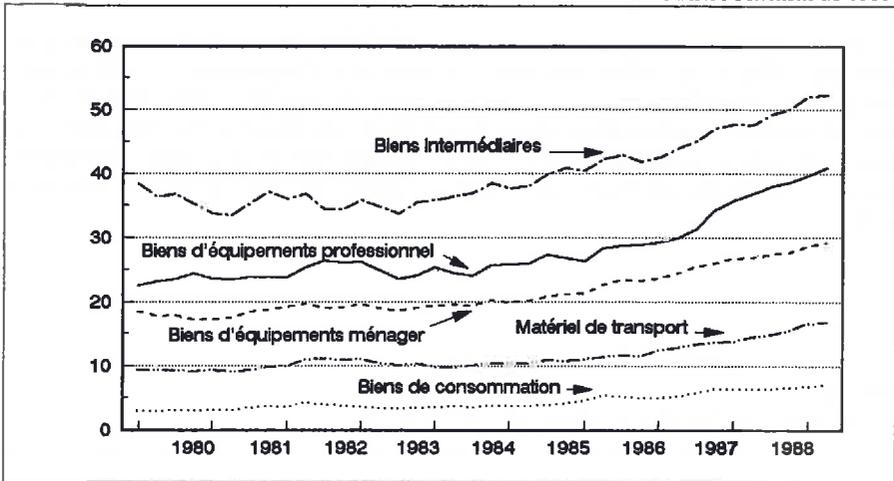


Source : Comptes Trimestriels, INSEE

GRAPHIQUE 6

Evolution des importations françaises de produits manufacturés

en milliards de francs constants de 1980



Source : Comptes Trimestriels, INSEE

TABLEAU 4

Evolution de l'offre et de la demande des produits manufacturés

Milliards de francs au prix de 1980

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Production effective	1 383	1 396	1 408	1 423	1 499	1 565
Taux de croissance (%)		0,9	0,9	1,1	5,3	4,4
Demande intérieure	1 1691	1 731	1 794	1 851	1 971	2 063
Taux de croissance (%)		2,4	3,6	3,2	6,5	4,7
Demande extérieure	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Taux de croissance (%)		3,5	4,3	7,1	9,1	9,5

Source : Comptes trimestriels, INSEE.

Tant sur les marchés extérieurs que sur leur propre marché, les entreprises manufacturières françaises semblent éprouver des difficultés à suivre l'évolution de la demande.

La très faible croissance de production pendant les années 1985, 1986 et 1987 est conforme aux efforts de reconstruction interne que nous avons expliqués plus haut. Le retour aux objectifs de croissance apparaît en 1988. Mais le taux de croissance enregistré par la production cette année-là (5,3 %) est nettement inférieur aussi bien à celui observé au niveau de la demande intérieure (6,5 %) qu'à celui de la demande extérieure (9,1 %).

Actuellement, les perspectives du côté de la demande mondiale sont très favorables. Mais par manque de capacités l'industrie française risque de ne pas pouvoir profiter de cette évolution. Il faut noter, à cet égard, que le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière est déjà très élevé. A la fin de l'année 1989, il se situe autour de 85 % dans les industries de biens de consommation et de biens d'équipement professionnel. Il atteint 90 % dans l'industrie de biens intermédiaires et approche 95 % dans l'industrie automobile.

Cette insuffisance de capacités³ est en fait doublement menaçante. D'une part, la croissance, voire le maintien, des parts de marché à l'exportation et sur le marché domestique risque sérieusement d'être contrainte du côté de l'offre. D'autre part, la conjonction entre augmentation de la demande et insuffisance des capacités est, on le sait, un facteur générateur d'inflation. Malgré les efforts déjà accomplis, le nouveau dynamisme de l'industrie manufacturière en France semble être encore fragile.

3. Voir, sur ce point, l'analyse détaillée faite par Artus et Bleuze (1990).

Conclusion

L'examen de la dégradation de la balance industrielle française apparue en 1985 et fortement aggravée au cours des années 1986 et 1987 a montré l'existence d'un rapport entre l'apparition des déficits industriels et le processus de reconstruction interne de l'industrie dans lequel la plupart des entreprises se sont engagées.

Au cours de la période étudiée, partant de situations financières critiques, qui se traduisaient par de faibles niveaux de profit conjugués avec des niveaux assez élevés d'endettement, les entreprises semblent avoir, dans la plupart des cas, établi leurs stratégies de production et de prix en accordant une priorité aux objectifs de retour au profit, de désendettement, et de renouvellement de l'appareil productif.

De telles stratégies sont, par définition, incompatibles avec des stratégies de croissance et de gain de parts de marché car elles nécessitent le maintien des prix à des niveaux relativement élevés et par conséquent peu concurrentiels. Elles se traduisent au contraire par des pertes de parts de marché à l'exportation et par l'accentuation de la pénétration sur le marché domestique par les importations. Ces pertes en volume ont dépassé les gains sur les termes de l'échange et conduit à l'apparition de déficits en valeur.

A la fin de la période, nous avons constaté, pour l'ensemble de l'industrie, des niveaux de productivité, de taux de marge et de performances financières largement supérieurs, ce qui donne à espérer un renversement de la tendance.

Cependant, en fin de période, se manifestent des tensions sur la capacité productive de l'industrie manufacturière, ce qui laisse craindre une limitation de la croissance du côté de l'offre. De nouveaux efforts d'investissements deviennent un objectif prioritaire.

Bibliographie

- K. Abd-El-Rahman, J.M. Charpin : « Le commerce industriel de la France avec ses partenaires européens », *Economie et Statistique*, n°217-218, janvier-février 1989.
- P. Artus et E. Bleuze : « Déficit du commerce industriel de la France et capacité de production : un examen sectoriel », *Economie et Statistique*, n°228, janvier 1990.
- G. Lafay et C. Herzog, avec la collaboration de L. Stemitsiotis et D. Unal : *Commerce international : la fin des avantages acquis*, Economica, 1989.